

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE
PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION
SOCIALE

[2013/203758]

12 JUIN 2013. — Arrêté royal portant exécution de l'article 331 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour objet de porter exécution de la notification relative à l'Emploi et à la Compétitivité, telle qu'approuvée par le Conseil des ministres du 30 novembre 2012, dans le cadre de la confection du budget 2013, dans laquelle il a été décidé de prévoir une diminution des coûts salariaux de 370 millions d'euros (270 millions d'euros en 2013).

La décision précitée du Conseil des ministres du 30 novembre 2012 fait également l'objet de développements dans les accords partiels des partenaires sociaux dans le cadre de la concertation interprofessionnelle 2013-2014.

Conformément à l'accord partiel des partenaires sociaux, l'utilisation complète de l'enveloppe est consacrée à la majoration de la réduction forfaitaire de 400 euros à 452,50 euros par trimestre par travailleur à temps plein en 2013, à l'exclusion des travailleurs avec un bas salaire et de ceux avec un haut salaire. Le montant sera porté à 455 euros à partir du 1^{er} janvier 2014.

Le renforcement de la diminution des charges se concentre sur les travailleurs qui appartiennent à la catégorie 1 de la réduction structurelle. Il s'agit de travailleurs assujettis à toutes les branches de la sécurité sociale, à l'exclusion du secteur non-marchand (catégories 2 et 3).

Le présent arrêté a été adapté aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 53.164/1 du 2 mai 2013, sauf en ce qui concerne sa deuxième remarque. En effet, contrairement à ce que suggère le Conseil d'Etat, nous confirmons que le projet s'inscrit bien dans la catégorie d'exception de la législation relative au test d'impact en matière de développement durable (appelé test « EIDDD »), en ce qu'il revêt une grande urgence (entrée en vigueur au 1^{er} avril 2013).

En ce qui concerne la dernière remarque du Conseil d'Etat, il y a lieu de rappeler que le projet octroie à toutes les entreprises du secteur marchand, un renforcement de l'avantage que constitue la réduction structurelle des cotisations patronales. Il convient de noter que, dans un avenir proche, les entreprises du secteur non-marchand bénéficieront également d'une diminution des charges. Le projet entre donc bien dans une des catégories justifiant la rétroactivité selon le Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales,

Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Emploi,

Mme M. DE CONINCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203758]

12 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 331 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan ik de eer heb aan uwe Majesteit ter onderteekening voor te leggen, heeft als doel om uitvoering te geven aan de notificatie inzake Werkgelegenheid en Competitiviteit, zoals dit in het kader van de begrotingsopmaak 2013 door de Ministerraad van 30 november 2012 werd goedgekeurd, waar werd beslist te voorzien in een verlaging van de loonkosten van 370 miljoen (270 miljoen in 2013).

De beslissing van de Ministerraad van 30 november 2002 werd verder uitgewerkt in de deelakkoorden van de sociale partners in het kader van het Interprofessioneel overleg 2013-2014.

Conform het deelakkoord van de sociale partners, wordt de volledige benutting van de enveloppe besteed aan het verhogen van de forfaitaire vermindering van 400 euro per kwartaal per voltijdse werknemer naar 452,50 euro voor 2013, met uitsluiting van de werknemers met een laag loon en met een hoog loon. Het bedrag zal tot 455 euro verhoogd worden vanaf 1 januari 2014.

De versterking van de lastenverlaging concentreert zich op de werknemers die behoren tot de categorie 1 van de structurele vermindering. Het gaat om werknemers die onderworpen zijn aan alle takken van de sociale zekerheid, met uitsluiting van de non-profitsector (categorie 2 en 3).

Het besluit werd aangepast aan de opmerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies 53.164/1 van 2 mei 2013, met uitzondering van de tweede opmerking. In tegenstelling tot wat de Raad van State suggereert, bevestigen wij immers dat het ontwerp wel degelijk behoort tot de uitzonderingscategorie betreffende de wetgeving inzake de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling (de zogenaamde "DOEB"-test), wegens de hoogdringendheid ervan (inwerking-treding op 1 april 2013).

Wat de laatste opmerking van de Raad van State betreft, dient herhaald te worden dat het ontwerp, aan alle ondernemingen van de for profit sector, een versterking toekent van de structurele vermindering van de werkgeversbijdragen. Er is voorzien dat, in de nabije toekomst, de ondernemingen van de non-profit sector ook van een verlaging van de bijdragen zullen genieten. Het project valt dus wel degelijk binnen een van de categorieën die volgens de Raad van State de terugwerkende kracht rechtvaardigen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Werk,

Mevr. M. DE CONINCK

AVIS 53.164/1 DU 2 MAI 2013 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL EN EXECUTION DE L'ARTICLE 331 DE LA LOI-PROGRAMME DU 24 DECEMBRE 2002 ET MODIFIANT L'ARRÊTE ROYAL DU 16 MAI 2003 PRIS EN EXECUTION DU CHAPITRE 7 DU TITRE IV DE LA LOI-PROGRAMME DU 24 DECEMBRE 2002, VISANT A HARMONISER ET A SIMPLIFIER LES REGIMES DE REDUCTIONS DE COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE

Le 3 avril 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal en exécution de l'article 331 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002, visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 25 avril 2013.

La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Jeroen Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat, Marc Rigaux, assesseur, et Greet Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par Wouter Pas, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 mai 2013.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

2. Au premier alinéa du préambule du projet, la référence aux dispositions procurant un fondement juridique doit être précisée en renvoyant à l'article 331 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

3. Il découle de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' que les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et les propositions de décisions devant être soumises à l'approbation du Conseil des ministres, doivent faire l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, sauf si l'avant-projet, le projet ou la proposition en est dispensé.

Ces dispenses sont déterminées par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

Il ressort des documents joints à la demande d'avis que le projet d'arrêté royal est réputé exempté de l'examen préalable en matière de développement durable parce que la mesure « doit être prise d'urgence ».

Il est douteux que le projet à l'examen puisse s'inscrire dans l'une des catégories de dispenses prévues à l'article 2 de l'arrêté royal précité, qui ne nécessite pas d'examen préalable au sens susvisé. Dans le cas contraire, un tel examen doit encore avoir lieu. Si cet examen devait en outre révéler qu'une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/2 de la loi précitée est nécessaire et si, consécutivement à cette évaluation d'incidence, des modifications devaient être apportées au texte du projet, tel qu'il est à présent soumis au Conseil d'Etat, section de législation, pour avis, il y aurait lieu de soumettre également ces modifications à l'avis de la section de législation.

4. Il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule du projet les modifications subies antérieurement par l'arrêté à modifier (1). On supprimera dès lors, à la fin du deuxième alinéa du préambule, le membre de phrase « , modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 janvier 2013 ».

ADVIES 53.164/1 VAN 2 MEI 2013 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN ARTIKEL 331 VAN DE PROGRAMMAWET VAN 24 DECEMBER 2002 EN TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 16 MEI 2003 TOT UITVOERING VAN HET HOOFDSTUK 7 VAN TITEL IV VAN DE PROGRAMMAWET VAN 24 DECEMBER 2002 (I), BETREFFENDE DE HARMONISERING EN VEREENVOUDIGING VAN DE REGULINGEN INZAKE VERMINDERINGEN VAN DE SOCIALE ZEKERHEIDSBIJDRAGEN'

Op 3 april 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 331 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 25 april 2013.

De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraden, Marc Rigaux, assessor, en Greet Verberckmoes, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wouter Pas, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 mei 2013.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

2. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp kan de verwijzing naar de rechtsgrond biedende bepalingen nog worden gepreciseerd, door te verwijzen naar artikel 331 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

3. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' vloeit voort dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, tenzij het voorontwerp, het ontwerp of het voorstel hiervan is vrijgesteld.

Die vrijstellingen zijn bepaald bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling'.

De bij de adviesaanvraag gevoegde documenten doen ervan blijken dat het ontwerp van koninklijk besluit wordt geacht van het voorafgaand onderzoek inzake duurzame ontwikkeling te zijn vrijgesteld omdat de maatregel «bij hoogdringendheid [moet] worden genomen».

Het is zeer de vraag of het voorliggende ontwerp kan worden ingepast in één van de vrijstellingscategorieën bepaald in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit, op grond waarvan geen voorafgaand onderzoek in voormelde zin moet worden uitgevoerd. Indien dat niet het geval is, dient dergelijk onderzoek alsnog plaats te vinden. Wanneer uit dat onderzoek bovendien zou blijken dat een effectbeoordeling in de zin van artikel 19/2 van de voornoemde wet noodzakelijk is, en als gevolg van die effectbeoordeling wijzigingen zouden worden aangebracht in de tekst van het ontwerp, zoals die thans om advies aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, is voorgelegd, zullen deze wijzigingen eveneens om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

4. Het is niet zinvol om in de aanhef van het ontwerp de wijzigingen te vermelden die vroeger zijn aangebracht in het te wijzigen besluit (1). Men schrapple derhalve aan het einde van het tweede lid van de aanhef de zinsnede « , laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 2013 ».

5. Conformément à l'article 3 du projet, le régime en projet produit ses effets le 1^{er} avril 2013.

A cet égard, il convient de rappeler que l'attribution d'un effet rétroactif à des arrêtés n'est admissible que dans les cas où il existe une base légale à cet effet, si la rétroactivité concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement et la continuité de l'administration, et ne porte pas atteinte, en principe, à des droits acquis.

La rétroactivité des dispositions du projet ne peut se justifier que si elle s'inscrit dans une des hypothèses énumérées.

(1) Voir Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, recommandation n° 30, à consulter sur le site Internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be).

Le greffier,
G. Verberckmoes.

Le président,
M. Van Damme.

12 JUIN 2013. — Arrêté royal portant exécution de l'article 331 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le chapitre 7 du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, modifié par les lois du 8 avril 2003, 22 décembre 2003, 20 juillet 2006, 27 décembre 2006, 27 avril 2007, 27 mars 2009 et 27 décembre 2012, l'article 331;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale;

Vu l'avis n° 1.843 du Conseil national du Travail, donné le 28 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 28 mars 2013;

Vu l'avis 53.164/1 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires Sociales et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 331 de la loi-programme du 24 décembre 2002, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« F s'élève à 452,50 EUR pour un travailleur relevant de la catégorie 1, à partir du 1^{er} avril 2013. F s'élève à 455,00 EUR pour un travailleur relevant de la catégorie 1, à partir du 1^{er} janvier 2014. »

Art. 2. A l'article 2, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, remplacé par l'arrêté royal du 21 janvier 2004 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o en 3^o, le b) est complété des deux alinéas suivants :

« A partir du 2^e trimestre 2013, S1 est égal à 13.359,80 EUR pour les occupations en qualité de travailleur suivant la catégorie 1 telle que visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002.

A partir du 1^{er} trimestre 2014, S1 est égal à 13.401,07 EUR pour les occupations en qualité de travailleur suivant la catégorie 1 telle que visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002. »;

5. Overeenkomstig artikel 3 van het ontwerp heeft de ontworpen regeling uitwerking met ingang van (Nederlandse tekst niet : « op ») 1 april 2013.

In dat verband dient in herinnering te worden gebracht dat het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten enkel toelaatbaar is ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking en continuïteit van het bestuur en daardoor, in beginsel, geen verkregen rechten worden aangetast.

Enkel indien de terugwerkende kracht van de bepalingen van het ontwerp in één van de voornoemde gevallen valt in te passen, kan deze worden gebillijkt.

(1) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, aanbeveling nr. 30, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

De griffier,
G. Verberckmoes.

De voorzitter,
M. Van Damme.

12 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 331 van de programmawet van 24 december 2002 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op hoofdstuk 7 van titel IV van de Programmawet (I) van 24 december 2002, betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, gewijzigd bij de wetten van 8 april 2003, 22 december 2003, 20 juli 2006, 27 december 2006, 27 april 2007, 27 maart 2009 en 27 december 2012, artikel 331;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

Gelet op het advies nr. 1.843 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 28 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 maart 2013;

Gelet op advies 53.164/1 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 331 van de programmawet van 24 december 2002 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"F bedraagt 452,50 EUR voor een werknemer van categorie 1, met ingang van 1 april 2013. F bedraagt 455,00 EUR voor een werknemer van categorie 1, met ingang van 1 januari 2014."

Art. 2. In artikel 2, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, vervangen door het koninklijk besluit van 21 januari 2004 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in 3^o wordt b) aangevuld met twee leden, luidende :

"Vanaf het 2e kwartaal 2013 is S1 gelijk aan 13.359,80 EUR voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002.

Vanaf het 1e kwartaal 2014 is S1 gelijk aan 13.401,07 EUR voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002."

2° en 3°, *bbis*) l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Contrairement à ce qui précède, le montant du plafond salarial S1 qui est d'application dès le 1^{er} trimestre 2014 pour les occupations en qualité de travailleur suivant la catégorie 1 telle que visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002 est augmenté d'un facteur 1,02 pour chaque dépassement de l'index pivot dans la période du 1^{er} avril 2013 jusqu'au 1^{er} janvier 2014 inclus. »;

3° en 3°, le *d*) est complété des deux alinéas, suivants :

« A partir du 2^e trimestre 2013, S0 est égal à 5.575,93 EUR pour les occupations en qualité de travailleur suivant la catégorie 1 telle que visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002.

A partir du 1^{er} trimestre 2014, S0 est égal à 5.560,49 EUR pour les occupations en qualité de travailleur suivant la catégorie 1 telle que visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002. »

4° en 4°, le *e*) alinéa 2 est complété avec un alinéa suivant :

« Pour les occupations en tant que travailleur salarié selon la catégorie 3 visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002, s'élève à 0,1785 à partir du 2^e trimestre 2013. »

5° en 4°, le *e*) est complété avec un alinéa suivant :

« Pour les occupations en tant que travailleur salarié selon la catégorie 2 visée à l'article 330 de la loi-programme du 24 décembre 2002, s'élève à 0,2557 à partir du 2^e trimestre 2013. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2013.

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

2° en 3°, *bbis*) wordt het derde lid aangevuld als volgt :

"In afwijking op het voorgaande wordt de loongrens S1 die geldt vanaf het 1e kwartaal 2014 voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002 verhoogd met een factor 1,02 voor elke spilindexoverschrijding in de periode van 1 april 2013 tot en met 1 januari 2014."

3° in 3° wordt *d*) aangevuld met twee leden, luidende :

"Vanaf het 2e kwartaal van 2013 is S0 gelijk aan 5.575,93 EUR voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002.

Vanaf het 1e kwartaal van 2014 is S0 gelijk aan 5.560,49 EUR voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 1 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002."

4° in 4°, *e*) wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

"Voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 3 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002 bedraagt 0,1785 vanaf het 2e kwartaal 2013."

5° in 4° wordt *e*) aangevuld met een lid, luidende :

"Voor de tewerkstellingen als werknemer volgens categorie 2 zoals bedoeld in artikel 330 van de programmawet van 24 december 2002 bedraagt 0,2557 vanaf het 2e kwartaal 2013."

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2013.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2013/22309]

2 JUILLET 2013. — Arrêté royal portant octroi d'une subvention de 5.000 EUR à l'ASBL « Maison des Familles », pour l'année budgétaire 2013

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 14 et 15;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 22 mai 2013;

Considérant que l'ASBL « Maison des Familles » dispose d'une expérience en matière d'accompagnement des familles en difficultés économiques et sociales;

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat aux Familles,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de 5.000,00 EUR à imputer au crédit inscrit à l'article 57.23.33.00.01 du Service public fédéral Sécurité sociale, exercice budgétaire 2013, est accordée à l'ASBL « Maison des Familles », rue de Monnel 12, 7500 TOURNAI.

N° de compte BE10 1990 3508 6104 pour la période du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2013/22309]

2 JULI 2013. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage van 5.000 EUR aan de VZW « Maison des Familles » voor het begrotingsjaar 2013

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, de artikelen 14 en 15;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2013;

Rekening houdende dat de VZW « Maison des Familles » over de nodige expertise inzake de begeleiding van gezinnen, in economische en sociale moeilijkheden, beschikt.

Op de voordracht van de Staatssecretaris voor Gezinnen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een projectsubsidie van 5.000,00 EUR, aan te rekenen op het krediet ingeschreven in artikel 57.23.33.00.01 van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, begrotingsjaar 2013, wordt toegerekend aan de VZW « Maison des Familles », rue de Monnel 12, 7500 DOORNIK,

rekeningnummer BE10 1990 3508 6104, voor de periode van 1 juni 2013 tot 31 mei 2014.